

tout comme plus tard le mérite d'avoir présenté la loi sur la pension de vieillesse. J'ai cru devoir le signaler parce qu'à mon avis il est sage de rectifier les faits. Aux conservateurs de Grande-Bretagne, je reconnais le grand mérite de s'être laissé influencer par les députés travaillistes et libéraux. J'ai beaucoup d'admiration pour M. Winston Churchill, l'ancien premier ministre de Grande-Bretagne, à cause de son bon sens naturel. Mais n'oublions pas ceci. Lorsque l'ancien premier ministre Winston Churchill a préconisé, pour la première fois, la pension de sécurité de la vieillesse, il était membre du parti libéral de Grande-Bretagne. Mais plus tard, car c'était un premier ministre qui avait beaucoup de bon sens, il a compris la nécessité d'un tel régime et son gouvernement s'est orienté en ce sens.

De façon générale, nous sommes bien en retard sur la Grande-Bretagne et les pays européens quant à l'ensemble de nos mesures législatives en matière de bien-être social. Cela s'explique, je suppose, tout d'abord par le fait qu'il n'y a pas si longtemps nous étions encore des défricheurs et, deuxièmement, parce que nous ne formons pas un État unitaire. J'admets qu'il est beaucoup plus difficile de mettre en marche un programme général de sécurité dans un pays comme le Canada, où il existe un gouvernement fédéral et dix gouvernements provinciaux, où il faut tenir compte de leurs désirs en matière de programmes, d'administration et de finance, et où il faut procéder par ententes.

Nous avons besoin au Canada d'un programme général de sécurité, et ce besoin existe depuis des années. A propos de ce besoin et de la nécessité d'acquiescer une mentalité en ce sens, qu'on me permette de rappeler une conversation très intéressante que j'ai eue avec l'ancien Chancelier de l'Échiquier, M. Butler. Je le taquinai un peu. C'était peu de temps après que le gouvernement conservateur eut pris le pouvoir en 1951. Je lui dis: «M. Butler, étant donné le passé de votre parti, depuis 1895, en matière de programmes généraux de sécurité, qu'allez-vous faire maintenant que vous êtes au pouvoir? Savez-vous ce qu'il m'a répondu? Il m'a dit: «Un programme général de sécurité s'impose à notre époque moderne; le peuple britannique l'exige et c'est une chose très utile. Cela répond à un très grand besoin chez le peuple britannique. Pour ce qui est de notre gouvernement, je vous dirai ceci. Notre gouvernement conservateur a pour principe de continuer à améliorer la révolution». C'est parce que la pensée évolue profondément à mesure que les circonstances changent. Pendant presque une génération, ceux qui parlaient de ces choses ne se rendaient pas populaires,

mais la volonté du peuple a fini par l'emporter et les gouvernements, en démocratie, sont obligés de se plier à cette volonté.

Il est vrai qu'un programme général de sécurité est nécessaire, mais c'est l'État qui doit en jeter les bases afin que la population jouisse d'un minimum de sécurité en matière d'hygiène, d'embauche, de pension de vieillesse et ainsi de suite. Je n'oublie pas que, dans les meilleures circonstances, les associations privées demeurent toujours nécessaires. A mon avis, la compassion, la responsabilité personnelle et les efforts personnels auront toujours leur place. Indépendamment de la nature de la société dans laquelle nous vivons, nous devons permettre à ces sentiments de s'exprimer par l'intermédiaire d'associations et grâce aux efforts des groupements et des particuliers qui viennent compléter tout ce que l'État peut faire.

Et que dire des besoins qui se posent au Canada? J'ai parcouru rapidement la revue mensuelle *Canadian Welfare*—je crois qu'il s'agit de la dernière édition—et j'y ai relevé un article très intéressant intitulé: «Jusqu'où doit aller l'assistance sociale?» et dû à la plume de M. E. F. Watson. J'aimerais en citer un alinéa pour montrer quelle est la situation qui règne au Canada. Si je le fais, ce n'est pas par esprit de parti pris politique, mais bien pour faire connaître l'opinion d'une personne très versée dans ce domaine. Le premier alinéa de l'article est ainsi conçu:

Trop de Canadiens sont encore aux prises avec la faim et la misère noire.

En 1961, on trouve encore des hommes, des femmes et des enfants qui habitent de misérables taudis, ne mangent pas à leur faim et ne peuvent se vêtir convenablement pour se protéger du froid. La productivité nationale atteint un niveau sans précédent, les salaires augmentent, et on consacre beaucoup plus d'argent qu'auparavant à l'assistance sociale; pourtant, ce secteur de notre population ne stagne pas moins dans le marasme économique et social.

Cette description me paraît tout à fait vraie: c'est l'une des anomalies de notre civilisation actuelle.

Avant de formuler quelques observations sur un programme général de sécurité sociale, j'aimerais me reporter au rapport annuel du président du bureau d'administration du Conseil canadien du bien-être qui fait mention du rôle que les organismes privés continuent de jouer. Si je mentionne cela, c'est que je crois fermement que l'individu doit assumer sa part de responsabilité, selon sa condition et ainsi de suite. Je trouve dans ce rapport un paragraphe intéressant:

Une autre chose que nous observons autour de nous, c'est le progrès encourageant qu'on constate un peu partout dans le domaine des services sociaux bénévoles. A travers le pays, des services